



Le Rapport Annuel 2024

Le Conseil national de
développement
économique des
Autochtones



Table des matières

Message de la présidente	2
Faits saillants de l'année	3
Recommandations et consultations	4
Réunions du CNDÉA	9
Réunion virtuelle du CNDÉA – février 2024.....	9
Première Nation de Millbrook, Nouvelle-Écosse – mai 2024	9
Yellowknife, T.N.-O. – septembre 2024	10
Ottawa, Ontario – décembre 2024	11
Événements spéciaux.....	12
Publications	15
À propos du Conseil.....	16
Comités	17
Membres du CNDÉA	18





MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Au nom du Conseil national de développement économique des Autochtones (CNDÉA), j'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel 2024.

En 2024, le CNDÉA a poursuivi son mandat de conseiller le gouvernement fédéral sur les politiques liées au développement économique des Autochtones. Le CNDÉA s'est engagé auprès des chefs de file de l'industrie et des leaders communautaires de tout le pays et a fourni des recommandations aux ministres et autres représentants du gouvernement fédéral sur différentes questions et divers programmes et politiques.



Cette année, les efforts de sensibilisation continus en faveur d'un changement important en matière d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones ont été l'un des points forts des travaux du CNDÉA. Le CNDÉA s'est fortement concentré sur l'élimination des obstacles systémiques dans les processus d'approvisionnement public fédéral et sur la promotion de politiques qui donnent la priorité aux entreprises autochtones.

Nous avons également célébré cette année le deuxième anniversaire de la Stratégie économique nationale pour les Autochtones (SENA) en annonçant la création du nouvel institut national de la prospérité économique autochtone. L'institut jouera un rôle essentiel dans la surveillance et l'évaluation de la mise en œuvre des appels à la prospérité économique, en garantissant la responsabilité et des progrès durables. Cet investissement important a été possible grâce à l'Université des Premières Nations du Canada, la Fondation Mastercard et la Fondation McConnell. La deuxième fondation témoigne d'un engagement renforcé visant à encourager les possibilités économiques significatives et la prospérité à long terme pour les communautés autochtones.

Au cours de ses réunions trimestrielles, le CNDÉA a eu l'honneur de se rendre dans les communautés de la Première Nation de Millbrook en Nouvelle-Écosse, de la Première Nation des Dénés de Yellowknife et de la Première Nation de Behchokò dans les Territoires du Nord-Ouest. Lors de ces réunions, et d'une troisième réunion en personne à Ottawa en décembre, les membres du CNDÉA ont rencontré des membres et des dirigeants de communautés pour apprendre de leurs réussites, discuter des obstacles qui entravent le développement économique des Autochtones et explorer les voies vers le progrès. Ce travail de sensibilisation est essentiel pour que le CNDÉA présente au gouvernement fédéral des recommandations formulées directement par les peuples autochtones du Canada.

Cette année a également été marquée par des adieux difficiles et des accueils chaleureux. En 2024, Hilda Broomfield Letemplier, Ruth Williams, Ph. D., Dana Soonias et Bob Dickson ont quitté leurs fonctions de membres du CNDÉA. Ils ont déployés des efforts considérables en vue du développement économique des Autochtones et ils nous manqueront beaucoup. À la fin de l'année 2024, le CNDÉA a accueilli Crystal Martin en tant que nouvelle membre et nous sommes heureux de pouvoir bénéficier de



FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE

nouveaux points de vue et de sa passion pour la réconciliation économique qu'elle apportera aux travaux du CNDÉA.

En tant que présidente du Conseil, je suis fière de contribuer par mon travail à la réconciliation économique des peuples autochtones, et je me réjouis de poursuivre cette collaboration afin d'atteindre la parité socioéconomique des peuples autochtones en 2025.

Dawn Madahbee Leach

Présidente

Conseil national de développement économique des Autochtones



Faits saillants de l'année

Le CNDÉA a pour mandat de conseiller la ministre de Services aux Autochtones Canada et d'autres ministres fédéraux sur les politiques et les programmes, ainsi que la coordination des programmes, qui ont trait au développement économique des Autochtones. En 2024, le CNDÉA a rempli ce mandat en rencontrant plus de 20 ministères gouvernementaux.

Le CNDÉA s'est rendu sur la côte Est et dans le Nord pour s'entretenir avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et présenter des recommandations sur la politique économique autochtone. Ses membres ont également rencontré de nombreuses communautés et organisations autochtones pour se renseigner sur leurs difficultés et leurs réussites afin de recueillir des recommandations et des orientations stratégiques à présenter au gouvernement fédéral. Tout au long de l'année, les membres du CNDÉA ont participé à de nombreux événements dans l'ensemble du pays afin d'engager des discussions sur le développement économique des Autochtones.

Le CNDÉA a publié cinq rapports en 2024 et a présenté plusieurs lettres de recommandation au gouvernement fédéral afin de lever les obstacles à l'évolution de l'économie des Autochtones.

Voici certains des faits saillants de l'année :

- 1. Un site Web actualisé et modernisé.** Le très attendu site [Web du CNDÉA](#), conçu par Saltmedia, une société autochtone de conception de sites Web située à Grande Prairie, en Alberta, présente une nouvelle image de marque et une interface intuitive conçues pour présenter les travaux du CNDÉA d'une manière plus accessible et plus conviviale. En réponse au domaine prioritaire n° 2 du Plan stratégique de 2024 à 2027 du CNDÉA, dans lequel il s'engage à « mettre en valeur les histoires de réussite et les études de cas des Autochtones », le nouveau site Web comprend une page présentant les histoires de réussite économique des Autochtones. Il s'agit d'un projet continu qui publiera également des études de cas ou des vidéos produites au fil des ans par l'Initiative sur les partenariats stratégiques (IPS) de Services aux Autochtones Canada (SAC).



FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE

- 2. Le Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones 2024.** Cette quatrième édition du très attendu [Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones](#) (REEA) du CNDÉA présente des progrès encourageants dans le développement économique des Autochtones depuis la publication de l'édition précédente en 2019. Un groupe consultatif d'experts composé d'universitaires de premier plan dans le domaine du développement économique des Autochtones a fourni une expertise et des conseils précieux pour la rédaction de ce rapport. Ce dernier propose une analyse fondée sur des données d'indicateurs clés tels que l'emploi, le revenu, l'éducation et le développement des entreprises. Le rapport suit les progrès, relève les lacunes et vise à orienter les décisions politiques pour faire progresser la prospérité économique des Autochtones. Une série de webinaires en trois parties, inspirée des conclusions et des recommandations du REEA et coanimée par Mary Beth Doucette de la chaire Purdy Crawford, Université Cape Breton et Mme Deborah Saucier, présidente et vice-chancelière, Université de l'île de Vancouver, sera produite au début de l'année 2025.
- 3. Célébration du deuxième anniversaire de la Stratégie économique nationale pour les Autochtones au Canada avec l'annonce d'un nouvel Institut national de la prospérité économique autochtone.** Le deuxième anniversaire de la Stratégie a eu lieu à la Banque du Canada en juin, présentant des allocutions de Tiff Macklem, gouverneur de la Banque du Canada et de Soraya Martinez Ferrada, ministre du Tourisme. Lors de cet événement, l'Université des Premières Nations du Canada, en collaboration avec les partenaires de la Fondation Mastercard et de la Fondation McConnell, a annoncé un investissement important en vue de la création d'un institut national de la prospérité économique autochtone, qui se consacrera à la collecte de données autochtones sur la population, les entreprises, les terres et les ressources et à leur gouvernance.
- 4. Réunions du CNDÉA avec la Première Nation de Millbrook, N.-É., à Yellowknife, T.-N.-O. et à Ottawa, Ont.** Ces réunions productives ont été l'occasion d'échanger avec des représentants de nombreuses organisations autochtones, de l'industrie et du gouvernement. Les réunions sur place avec les communautés contribuent à façonner et à faire progresser les recommandations stratégiques du CNDÉA au gouvernement fédéral.
- 5. Événement *Indigenous Women in Industry* (Femmes autochtones dans l'industrie), Aotearoa, Nouvelle-Zélande.** Dawn Madahbee Leach, présidente du CNDÉA, a participé à cet événement en Nouvelle-Zélande, profitant de l'occasion pour faire connaître le mandat du CNDÉA à l'échelle internationale et pour ouvrir des voies permettant aux femmes autochtones de s'engager activement dans l'exportation et le commerce international. Le Canada accueillera cet événement en juin 2026.



RECOMMANDATIONS ET CONSULTATIONS

Dans le cadre de son mandat, le CNDÉA fournit des conseils à de nombreux ministères et organismes fédéraux afin de les aider à élaborer des politiques et des programmes qui répondent aux besoins et à la situation uniques des peuples autochtones du Canada.

Cette année, le CNDÉA a formulé les recommandations suivantes à l'intention des représentants du gouvernement fédéral :

- 1. Lettre de recommandation sur la reconnaissance des langues autochtones en tant que langues officielles pour répondre aux exigences de bilinguisme dans la fonction publique fédérale** destinée aux ministres de Services aux Autochtones Canada et de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada en mars 2024. La lettre a ensuite été transmise à la présidente du Conseil du Trésor du Canada.

L'une des recommandations du CNDÉA dans cette lettre était de favoriser l'accessibilité à des programmes de soutien linguistique qui ciblent particulièrement les employés autochtones cherchant à améliorer leurs compétences dans leurs langues autochtones respectives. Dans le budget de 2024, le gouvernement fédéral a annoncé un investissement de 225 millions de dollars sur cinq ans, à partir de l'exercice 2024-2025, dont 45 millions de dollars par an pour les programmes de langues et cultures autochtones, en soutien à la *Loi sur les langues autochtones*.

- 2. Lettre de recommandation sur la vérification de l'identité des Autochtones** à l'intention de la présidente et de la commissaire de la Commission de la fonction publique du Canada en mars 2024.

Dans cette lettre, le CNDÉA souligne que toute réforme politique sur cette question doit être réalisée avec et par les peuples autochtones. L'une des recommandations du CNDÉA était de créer un processus de vérification plus rigoureux et sûr au point de vue culturel, qui implique l'établissement de relations avec les communautés et les Aînés, la reconnaissance du savoir traditionnel et la mise en place de groupes d'experts autochtones.

La présidente de la Commission de la fonction publique du Canada a répondu au CNDÉA en s'engageant à travailler en étroite collaboration avec des groupes autochtones tels que le Cercle du savoir sur l'inclusion autochtone. En outre, conformément à la recommandation du CNDÉA, la présidente s'est engagée à examiner les rapports commandés et à consulter les établissements universitaires et les groupes consultatifs autochtones qui sont en train de réviser leurs politiques de vérification de l'identité des Autochtones.

- 3. Lettre de recommandation sur la sécurité des pêcheurs commerciaux autochtones de l'Atlantique** destinée au ministre de la Justice et procureur général du Canada en septembre 2024. La lettre a ensuite été transmise aux bureaux du ministère des Pêches et des Océans et du ministère de la Sécurité publique.



- 4. Lettre de recommandation sur le racisme systémique et la question de l'imposition des gains en capital empêchant la vente de permis de pêche dans l'industrie de la pêche commerciale de l'Atlantique** à l'intention de la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, de la vice-première ministre et ministre des Finances, et du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada en septembre 2024.

Dans cette lettre, le CNDÉA souligne l'importance d'éliminer le racisme institutionnel et systémique, de mettre en œuvre des approches d'application de la loi et de protection dirigées par les Premières Nations et d'intégrer les lois, les principes et le savoir autochtones aux autres renseignements et données scientifiques dans les processus de prise de décision en matière de pêche.

Le CNDÉA a également recommandé d'exonérer les pêcheurs autochtones de l'impôt sur les gains en capital lors de la vente de permis de pêche afin de faciliter l'intégration des Autochtones dans l'industrie de la pêche commerciale et d'atténuer les obstacles imposés par le régime d'imposition actuel. Cette recommandation a été communiquée au CNDÉA par des participants autochtones lors de la réunion du CNDÉA de mai 2024 dans la Première Nation de Millbrook, en Nouvelle-Écosse.

Dans une lettre de réponse, la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne a indiqué que des travaux sont en cours pour mettre en œuvre les mesures du Plan d'action de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Ces mesures comprennent des engagements à respecter et à intégrer le savoir autochtone dans la gestion, à lutter contre le racisme systémique dans l'application des lois et des règlements sur les pêches et à continuer les modifications et les réformes visant à soutenir l'autodétermination et la mise en œuvre des droits.

Le CNDÉA n'a pas encore reçu de réponse du ministre des Finances concernant les recommandations du CNDÉA relatives à l'imposition des gains en capital. Le CNDÉA continue de faire valoir cette recommandation lors de réunions et de correspondances avec des représentants du gouvernement.

- 5. Lettre sur les recommandations formulées par l'Atlantic First Nation Water Authority** adressée à la ministre de Services aux Autochtones Canada et au ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités du Canada en septembre 2024.

Le CNDÉA a reçu une correspondance du ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, s'engageant à communiquer avec l'Atlantic First Nation Water Authority au sujet du nouveau Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement.

- 6. Lettre de recommandation sur les limites des données du recensement** soumises au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie et au statisticien en chef du Canada en novembre 2024.

Le statisticien en chef du Canada a répondu à la lettre du CNDÉA et s'est penché sur chacune des recommandations. Par exemple, le CNDÉA a recommandé un engagement plus poussé avec les



RECOMMANDATIONS ET CONSULTATIONS

communautés autochtones, en particulier dans les régions les plus difficiles à atteindre, afin de s'assurer que les méthodes de collecte de données sont appropriées sur le plan culturel. Le statisticien en chef du Canada a indiqué que pour le recensement de 2026, une vingtaine de consultations ont eu lieu avec des communautés et des organisations autochtones, y compris le CNDÉA.

Dans cette lettre, le CNDÉA a également souligné l'importance de soutenir les initiatives et les organisations en matière de données dirigées par des Autochtones par le biais de mécanismes de financement, de renforcement des capacités et de gouvernance commune. En réponse, le statisticien en chef a déclaré que 30 cours gratuits ont été offerts à 655 communautés autochtones au cours du premier semestre de 2024-2025, dans le cadre de l'Initiative de développement de la capacité statistique autochtone. Le statisticien en chef a également reconnu l'importance des données désagrégées et s'est engagé à étudier les moyens d'améliorer la collecte de données pour les petites communautés.

- 7. Lettre de recommandation sur le Cadre de la politique du spectre pour la fenêtre de priorité offerte aux Autochtones de la Souveraineté du spectre autochtone et d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada**, à l'intention du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie en décembre 2024.

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie a répondu à la lettre du CNDÉA, reconnaissant que des lacunes importantes en matière de connectivité subsistent dans les communautés autochtones. Le ministre a fait part des mesures en cours destinées à améliorer l'accès au spectre pour les peuples autochtones du Canada en dehors du Cadre de la politique du spectre pour la fenêtre de priorité offerte aux Autochtones : la délivrance de licences locales non concurrentielles et le nouveau Cadre de délivrance des licences d'accès. Le ministre a également demandé aux fonctionnaires du Ministère de continuer à travailler avec le CNDÉA pour discuter de l'accès des autochtones au spectre et à la connectivité. Il s'agit notamment d'examiner les recommandations du CNDÉA et d'étudier la manière dont ces perspectives peuvent être intégrées dans les futures initiatives stratégiques.

Le CNDÉA a également agi comme conseiller en participant à de nombreuses activités portant sur les questions économiques fédérales en 2024 :

- 1. Consultation sur la définition des obstacles et des solutions pour atteindre l'objectif de carboneutralité dans le secteur de l'électricité au Canada** par le Conseil consultatif canadien de l'électricité de Ressources naturelles Canada en janvier 2024.
- 2. Consultation pour lutter plus rapidement contre les prêts à conditions abusives en abaissant davantage le taux d'intérêt criminel et en augmentant l'accès à un crédit à faible** avec le ministère des Finances en janvier 2024.



RECOMMANDATIONS ET CONSULTATIONS

3. **Consultation sur le renforcement de la concurrence dans le secteur financier** avec le ministère des Finances en février 2024.
4. **Consultation sur la refonte de la Politique sur les ajouts aux réserves** avec Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada en février 2024.
5. **Consultation sur la mobilité des Autochtones et les frontières internationales du Canada** avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada en février 2024.
6. **Participation aux négociations de l'Entente d'équivalence biologique entre l'Union européenne et le Canada** par Agriculture et Agroalimentaire Canada en novembre 2024.
7. **Consultation sur l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Royaume-Uni et l'inclusion d'un chapitre sur les peuples autochtones et le commerce** avec Affaires mondiales Canada. Ces négociations sont désormais en suspens.
8. **Consultation continue sur l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones** avec Services aux Autochtones Canada, Services publics et Approvisionnement Canada et le Conseil du Trésor.



RÉUNIONS DU CNDÉA

Les membres du CNDÉA se réunissent quatre fois par an, à raison de trois réunions en personne et d'une séance virtuelle. Dans la mesure du possible, le CNDÉA se réunit dans la communauté pour s'informer de leurs réussites et pour recueillir des informations sur les défis et les obstacles auxquels sont confrontés les organisations autochtones, les propriétaires d'entreprises, les entrepreneurs et la communauté. Ces réunions jouent un rôle essentiel en aidant le CNDÉA à formuler des recommandations stratégiques concrètes sur l'économie à l'intention du gouvernement du Canada. Dans nos réunions, nous incluons également des discussions et des mises à jour avec les différents organismes de développement régional des régions que nous visitons.

Réunion virtuelle du CNDÉA – février 2024

Le CNDÉA a commencé l'année par une réunion virtuelle pour discuter des activités du CNDÉA et des mises à jour des comités et s'engager avec les intervenants impliqués dans le développement économique des Autochtones. Au cours de la réunion, le CNDÉA a écouté des présentations de l'Autorité financière des Premières Nations et du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Le CNDÉA a discuté de la mobilité frontalière avec des représentants de l'Agence des services frontaliers du Canada et d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, et a entendu des représentants de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada au sujet de la nouvelle Politique sur les ajouts aux réserves. En outre, le CNDÉA a examiné plusieurs rapports, notamment le rapport de Fiscal Realities, *Croissance économique du Canada* et le rapport *Réaliser et soutenir l'équité en matière d'emploi : un cadre transformatif* du groupe de travail sur l'équité en matière d'emploi.

Première Nation de Millbrook, Nouvelle-Écosse – mai 2024

Au printemps, le CNDÉA s'est rendu en Nouvelle-Écosse pour tenir une réunion de deux jours avec la Mi'kmaq Rights Initiative dans la Première Nation de Millbrook, une communauté reconnue pour son leadership en matière de développement économique des Autochtones. Outre la conduite des affaires du CNDÉA et les mises à jour des comités, le CNDÉA a rencontré plusieurs organisations et entreprises autochtones pour discuter des obstacles qui entravent le développement économique des Autochtones dans leurs communautés et des moyens qu'ils ont mis en œuvre pour les surmonter. Parmi les participants figuraient des représentants de Clearwater Seafoods, du Secrétariat du Congrès des chefs des Premières Nations de l'Atlantique, de Mi'kmaw Kina'matnewey, de la Première Nation de Millbrook, de la Bayside Development Corporation, de l'Atlantic First Nations Water Authority, d'Ulnooweg et de la Nova Scotia Indigenous Tourism Enterprise Network.



Le CNDÉA au Millbrook Cultural & Heritage Centre.
De gauche à droite : Marie Delorme, Hilda Broomfield Letemplier, le chef Terrance Paul, Sandra Sutter, Dawn Madahbee Leach, Michael Bonshor, Victoria LaBillois et Bob Dickson.



RÉUNIONS DU CNDÉA

Le CNDÉA a également rencontré des représentants du gouvernement fédéral afin de formuler des recommandations et des conseils sur la promotion de la prospérité économique des Autochtones, notamment de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, du bureau régional de l'Atlantique de Services aux Autochtones Canada, le ministère des Pêches et des Océans, du Comité consultatif de développement économique de l'Atlantique de Services aux Autochtones Canada et de la Stratégie de transformation de l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones.

Au cours de cette réunion, le CNDÉA a tenu sa première table ronde, avec des participants de la Confederacy of Mainland Mi'kmaq, de la Première Nation de Millbrook, d'Ulnooweg et de la Première Nation de Glooscap, pour discuter de l'état de la pêche commerciale autochtone dans l'Atlantique. Ce groupe a formulé plusieurs recommandations que le CNDÉA présentera au gouvernement fédéral, établissant ainsi un nouveau précédent pour les ordres du jour des réunions futures du CNDÉA.

Yellowknife, T.N.-O. – septembre 2024

Le CNDÉA a tenu sa troisième réunion de l'année à Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest. Le premier jour, le CNDÉA a visité le Bureau de l'approvisionnement autochtone de Parsons pour le projet d'assainissement de la mine Giant, puis s'est rendu dans la communauté de la Première Nation de Behchokò pour rencontrer le Grand Chef Jackson Lafferty et le chef du Conseil exécutif du gouvernement de Tłı̨chǫ. Le CNDÉA a assisté à une présentation du chef du Conseil exécutif et a visité le nouveau centre culturel de la communauté.

Au cours des trois jours de réunion à Yellowknife, le CNDÉA a entendu plusieurs présentations et a engagé des discussions productives avec des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux et des organisations autochtones. Le CNDÉA a rencontré des représentants de CanNor, de Services aux Autochtones Canada, du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, de la NWT & Nunavut Chamber of Mines, de la Première Nation des Dénés Yellowknives, de Deten'cho Management LP, de la Nation des Métis des Territoires du Nord-Ouest, du NWT Metis Dene Development Fund Ltd. et de Denendeh Investments Incorporated.



Le CNDÉA en visite à Behchokò. De gauche à droite : Cheffe Adeline Football (Nation Tłı̨chǫ), Bob Dickson, Danielle Levine, Marie Delorme, Dawn Madahbee Leach, Grand Chef Jackson Lafferty (Nation Tłı̨chǫ), Cheffe Doreen Arrowmaker (Nation Tłı̨chǫ), Chef Allonz Nitsiza (Nation Tłı̨chǫ), Sandra Sutter, Michael Bonshor, Chef Clifford Daniels (Nation Tłı̨chǫ), Maxime Volland.



De gauche à droite : Bob Dickson, Maxime Volland, Danielle Levine, Michael Bonshor, Chef Fred Sangris (Première Nation des Dénés Yellowknives), Mark Lewis (Det'on Cho Management LP), Jake Heron (Nation des Métis des T.N.-O.), Silas Shafqat (Directeur du développement économique, Première Nation des Yellowknives), Marie Delorme, Sandra Sutter.



Fort du succès de la table ronde sur les pêches lors de la réunion du CNDÉA du mois de mai, le CNDÉA a organisé une table ronde sur la connectivité dans le Nord avec des représentants de Northwestel, de SSI Canada et de l'Institut pour la connectivité autochtone. En outre, le CNDÉA a participé à des discussions avec le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique sur le spectre et la fenêtre de priorité offerte aux Autochtones.

Ottawa, Ontario – décembre 2024

Le CNDÉA a tenu sa dernière réunion de l'année à l'hôtel Lord Elgin à Ottawa, en Ontario. Ces réunions annuelles dans la capitale du pays offrent au CNDÉA une occasion importante de s'engager directement avec les représentants du gouvernement fédéral et de transmettre des recommandations. Cette année, le CNDÉA a rencontré le président de la Commission de la fonction publique, le sous-ministre adjoint du Secteur des terres et du développement économique de Services aux Autochtones Canada, le ministre des Affaires du Nord, le sous-ministre du ministère des Pêches et des Océans et la secrétaire parlementaire de Services aux Autochtones Canada.



De gauche à droite : Crystal Martin, Michael Bonshor, Marie Delorme, Chef Terrance Paul, Andy Moorhouse, Dawn Madahbee Leach, l'honorable Dan Vandal, Victoria LaBillois, Danielle Levin, Jimi Onalik, président de CanNor, et Bob Dickson.

Le CNDÉA s'est également entretenu avec des représentants du gouvernement fédéral d'Affaires mondiales Canada, de l'Initiative sur les partenariats stratégiques, de VIA TGF et de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario. En outre, le CNDÉA a rencontré des représentants de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada et le chef Evan Taypotat de la Première Nation de Kahkewistahaw pour discuter de revendications particulières. L'honorable sénateur Paul Prosper a assisté à la première journée de réunion en tant qu'observateur.

En outre, le CNDÉA a rencontré des représentants de la First Nations Major Projects Coalition, de l'Association nationale des sociétés autochtones de financement, de l'Assemblée des Premières Nations et du Ralliement national des Métis, ainsi qu'un représentant du Conseil canadien des affaires.

Les membres du CNDÉA ont eu l'honneur de participer à un dîner informel avec les sénateurs Judy White et Brian Francis.



ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

Deuxième anniversaire de la Stratégie économique nationale pour les Autochtones – Banque du Canada

Le 6 juin 2024, le CNDÉA a organisé un événement à la Banque du Canada pour célébrer le deuxième anniversaire de la Stratégie économique nationale pour les Autochtones et annoncer la création de l'Institut national de la prospérité économique autochtone à l'Université des Premières Nations du Canada. Marie Delorme, Ph. D et membre du CNDÉA, était la maîtresse de cérémonie et Tiff Macklem, gouverneur de la Banque du Canada et l'honorable Soray Martinez Ferrada, ministre du Tourisme, ont présenté des allocutions. L'événement comprenait également une table ronde animée par la présidente du CNDÉA, Dawn Madahbee Leach, avec des représentants des trois partenaires financiers à l'origine de cette importante initiative : l'Université des Premières Nations, la Fondation Mastercard et la Fondation McConnell.



Dawn Madahbee Leach qui anime une discussion entre Jacqueline Ottmann (UnivPN), Jennifer Brennan (Fondation Mastercard) et Lili-Anna Pereša (Fondation McConnell). Photographie prise par Fred Cattroll de Cattroll Photo Associate

Cette initiative répond à l'appel à la prospérité économique n° 79 de la SENA :

Établir et renforcer un Institut autochtone pour collecter et gérer les données autochtones sur la population, les entreprises, les terres et les ressources. Cet institut surveillera et mesurera la mise en œuvre de ces appels à la prospérité économique.



De gauche à droite : Marie Delorme (CNDEA), Jacqueline Ottmann (UnivPN), Tiff Macklem (Gouverneur de la Banque du Canada), Aaliyah O'Watch (étudiante UnivPN), Jennifer Brennan (Fondation Mastercard), Dawn Madahbee Leach (CNDEA) et Lili-Anna Pereša (Fondation McConnell).

Photographie prise par Fred Cattroll de Cattroll Photo Associates.



Marie Delorme présente la Stratégie économique nationale pour les Autochtones.

Photographie prise par Fred Cattroll de Cattroll Photo Associates.



Dawn Madahbee Leach – Conférence et GALA True Reconcili-ACTION

Le 11 janvier 2024, Dawn Madahbee Leach, présidente du CNDÉA, a fait une présentation à la conférence True Reconcili-ACTION sur le passé, le présent et l'avenir de la réconciliation économique avec les Autochtones. Mme Madahbee Leach a évoqué les effets dévastateurs du colonialisme sur les résultats socioéconomiques des Autochtones, les récentes avancées en matière de prospérité économique des Autochtones, notamment l'adoption de la *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et l'annonce d'un programme de garantie des prêts aux Autochtones, ainsi que les prochaines étapes nécessaires pour parvenir à une véritable réconciliation. Mme Madahbee Leach a souligné qu'il ne peut y avoir de véritable réconciliation sans économies autochtones dynamiques, caractérisées par l'autosuffisance économique et l'égalité socioéconomique avec le reste du Canada.

Dawn Madahbee Leach – Femmes autochtones dans l'industrie

En février 2024, Dawn Madahbee Leach, présidente du CNDÉA, a eu l'honneur de se rendre à Aotearoa, en Nouvelle-Zélande, en tant que marraine de l'événement « Indigenous Women in Industry ». Au cours de l'événement, Mme Madahbee Leach a parlé du développement économique des Autochtones au Canada, soulignant les obstacles auxquels les entreprises autochtones sont confrontées, tels que l'accès limité au capital, les communautés éloignées et le manque d'infrastructures et de connectivité. Elle a également évoqué les occasions potentielles découlant de l'Arrangement de coopération économique et commerciale avec les peuples autochtones entre l'Australie, le Canada, Aotearora et Taïwan.

Marie Delorme, Ph. D. – Table ronde sur la réconciliation économique dans le secteur financier

Le 8 février 2024, Marie Delorme a été invitée par l'honorable Patty Hajdu à participer à la table ronde sur la réconciliation économique dans le secteur financier. Mme Delorme a souligné l'importance d'une action concertée et a présenté la *Stratégie économique nationale pour les Autochtones* en tant que cadre d'orientation pour les gouvernements, l'industrie et le secteur financier.

Dana Soonias – Événement médiatique pour l'annonce de la Fondation Mastercard

Le 19 avril 2024, Dana Soonias a participé à l'événement médiatique pour l'annonce de la Fondation Mastercard et a présenté les travaux et le mandat du CNDÉA et de la *Stratégie économique nationale pour les Autochtones* (SENA). M. Soonias a souligné que le soutien de la Fondation Mastercard pour la création de l'Institut national de la prospérité économique autochtone par l'Université des Premières Nations du Canada s'aligne sur l'appel à la prospérité économique n° 79 de la SENA.

Au cours de son intervention, M. Soonias a souligné l'importance de disposer d'un mécanisme de surveillance des appels à la prospérité économique lancés par la SENA, afin de garantir la responsabilité de leur mise en œuvre. Il a également souligné que l'Institut national de la prospérité économique autochtone jouera un rôle important en veillant à ce que la SENA continue à servir de feuille de route exhaustive pour promouvoir l'intégration des Autochtones dans l'économie canadienne.



Hilda Broomfield Letemplier – Centre pour le Nord, Le Conference Board du Canada

Les 4 et 5 juin 2024, Hilda Broomfield Letemplier a participé à la réunion Centre pour le Nord organisée par le Conference Board du Canada, un organisme indépendant de recherche appliquée auquel le CNDÉA a adhéré en 2024. Au cours de l'événement, Mme Broomfield Letemplier a fait une présentation sur les obstacles auxquels sont confrontés les peuples autochtones dans le Nord. Elle a présenté huit recommandations sur l'infrastructure autochtone dans le Nord, tirées du *rapport sur les infrastructures du Nord* du CNDÉA, ainsi que de cinq recommandations sur la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le Nord. Elle a également évoqué les possibilités de partenariats et de développement des entreprises, en soulignant l'importance des fiducies autochtones et leur rôle dans l'investissement dans les priorités communautaires.

Michael Bonshor – Corporate-Indigenous Relations Council (CIRC), Le Conference Board du Canada

Le 30 octobre 2024, Michael Bonshor a participé à la réunion d'automne des membres du CIRC, organisée par le Conference Board du Canada. Lors de la réunion, il a présenté le Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones 2024, notamment les principales conclusions concernant les progrès réalisés et les lacunes persistantes. Michael a dévoilé les recommandations du rapport qui ont des implications pour le gouvernement et l'industrie, et a reçu les commentaires des participants sur l'amélioration du processus à l'avenir.



Réexamen des recommandations du Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones de 2019

[Le Réexamen des recommandations du Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones de 2019](#) présente les détails des mesures du gouvernement du Canada à la suite des recommandations fournies dans le Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones 2019 et relie les recommandations aux Appels à la prospérité économique de la SENA. Pour chaque recommandation, le rapport indique si le gouvernement fédéral a fait des progrès ou s'il doit en faire plus. Ce rapport a révélé que cinq recommandations ont bien progressé, que 12 recommandations ont quelque peu progressé et que sept recommandations nécessitent davantage de travail et ont été réitérées dans le Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones 2024.

Réconciliation économique : croissance économique du Canada

[Réconciliation économique : croissance économique du Canada](#) est un rapport préparé pour le CNDÉA par les économistes de Fiscal Realities. En se basant sur les données du recensement de 2021 de Statistique Canada, le CNDÉA estime que la réduction des écarts économiques entre la main-d'œuvre autochtone et non autochtone pourrait accroître le PIB canadien de 26,7 milliards de dollars. Ce rapport expose la méthodologie utilisée pour cette estimation.

Rapport annuel de 2023 du CNDÉA

[Le rapport annuel de 2023 du CNDÉA](#) donne un aperçu de ses travaux tout au long de l'année, en soulignant les événements spéciaux, les comparutions et les présentations, les réunions du CNDÉA et les publications. Les faits saillants de 2023 comprennent notamment : la présentation de la délégation de Te Puni Kōkiri en Nouvelle-Zélande sur la réconciliation économique au Canada; la comparution devant le Comité permanent de l'industrie et de la technologie de la Chambre des communes, le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones et le Comité des sous-ministres sur la réconciliation autochtone; rencontre des ministres de Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord Canada, de la Petite Entreprise et de Services aux Autochtones Canada; la tenue de réunions en personne à Prince Rupert, à Winnipeg et à Ottawa.

Plan stratégique 2024-2027 du CNDÉA

[Le Plan stratégique 2024-2027 du CNDÉA](#) aligne ses objectifs et ses domaines d'intervention pour les trois prochaines années dans trois domaines prioritaires : La Stratégie économique nationale pour les Autochtones, l'inclusion économique des Autochtones et les données économiques des Autochtones.

Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones de 2024

La quatrième édition du [Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones](#) (REEA) met à jour et évalue les principaux indicateurs économiques des peuples autochtones au Canada, à l'aide des données du recensement de 2021 et des années suivantes. Il vise à suivre les progrès, à relever les lacunes et à éclairer les décisions politiques afin de favoriser la prospérité économique des Autochtones. Le REEA



À PROPOS DU CONSEIL

examine les indicateurs fondamentaux et sous-jacents du développement économique : l'emploi, le revenu, le bien-être de la communauté, l'éducation, l'entrepreneuriat, la gouvernance, les terres et les ressources, et l'infrastructure. Malgré des progrès notables, le REEA révèle qu'une action continue est nécessaire pour atteindre la parité économique. Pour atteindre cet objectif, le rapport comprend 70 recommandations et 22 considérations stratégiques, et réitère les recommandations du *Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones* de 2019 qui n'ont pas encore été résolues.



À Propos du Conseil

Créé en 1990, le Conseil national de développement économique des Autochtones (CNDÉA) est une organisation nationale non partisane dont le mandat est de conseiller le gouvernement du Canada sur le développement économique des Autochtones. Composé de dirigeants d'entreprises et de communautés des Premières Nations, des Inuit et des Métis provenant de tout le Canada, le CNDÉA joue le rôle important d'aider le gouvernement fédéral à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des programmes économiques adaptés aux circonstances et aux besoins uniques des peuples autochtones. Il représente également un lien essentiel entre les responsables de l'élaboration de politiques, les ministères fédéraux et les chefs d'entreprise et dirigeants locaux autochtones et non autochtones.

Vision

Le CNDÉA a pour vision une économie autochtone dynamique, où les peuples autochtones sont autonomes sur le plan économique et ont atteint la parité économique avec la société canadienne.

Mission

Le CNDÉA s'est engagé à fournir des conseils et une orientation au gouvernement fédéral au sujet des possibilités économiques qui permettent aux peuples autochtones d'avoir une voix en matière de politique gouvernementale.

Mandat

Le CNDÉA a pour mandat de fournir des conseils au ministre de Services aux Autochtones Canada et aux autres ministres fédéraux sur les politiques et les programmes, ainsi que la coordination des programmes, qui ont trait au développement économique des Autochtones.



À PROPOS DU CONSEIL

Comités

En 2024, le CNDÉA a remanié la structure de ses comités pour les aligner sur les trois domaines prioritaires du plan stratégique 2024-2027 du CNDÉA :

- La Stratégie économique nationale pour les Autochtones
- L'inclusion économique des Autochtones
- Les données économiques des Autochtones

Comité de direction

Composé de la présidente, de la vice-présidente et d'un membre d'office, ce comité fournit régulièrement des avis et des conseils au CNDÉA relatifs à l'exercice de ses fonctions, de ses responsabilités et de son mandat.

Comité sur la Stratégie économique nationale pour les Autochtones

Ce comité continuera à faire progresser et à encourager la mise en œuvre de la Stratégie économique nationale pour les Autochtones au Canada.

Comité sur l'inclusion économique des Autochtones

Le nouveau Comité sur l'inclusion économique des Autochtones a pour mission de repérer les possibilités d'une plus grande intégration des entreprises autochtones sur le marché et mettre en valeur les contributions des Autochtones à l'économie nationale en élaborant des histoires de réussite et des études de cas. Une véritable réconciliation économique est au cœur des travaux du Comité. Les membres du Comité élaborent des recommandations stratégiques, participent à des discussions et fournissent des conseils pour orienter les politiques et les institutions gouvernementales afin de faciliter l'accès au financement, à l'expertise commerciale et aux marchés publics, permettant ainsi la poursuite de la croissance dans toutes les communautés. Ce comité est aligné sur le domaine prioritaire n° 2 du Plan stratégique 2024-2027 du CNDÉA.

Comité sur les données économiques des Autochtones

Le nouveau Comité sur les données économiques des Autochtones, qui s'inscrit dans le domaine prioritaire n° 3 du Plan stratégique 2024-2027 du CNDÉA, a pour mission de faire progresser le développement économique des Autochtones grâce à des stratégies fondées sur les données. Il a pour mandat de veiller à ce que les données des Autochtones soient collectées, gérées et utilisées de manière éthique afin de favoriser la prospérité économique, la souveraineté et l'autodétermination. Le mandat de l'ancien Comité du rapport d'étape sur l'évolution de l'économie, qui était chargé de créer les rapports d'étape sur l'évolution économique des Autochtones, a été intégré dans ce nouveau comité.



MEMBRES DU CNDÉA



Dawn Madahbee Leach
Présidente
Première Nation Aundeck
Omni Kaning (Ontario)
Directrice générale,
Waubetek Business
Development Corporation



Victoria LaBillois
Vice-présidente
Première Nation Listuguj
Mi'gmaq (Québec)
Directrice, L'hôtesse
éloquente



Chef Terrance Paul
Membre à titre personnel
Première Nation de
Membertou (Nouvelle-
Écosse)
PDG,
Membertou Development
Corporation



Marie Delorme, Ph D.
Membre
Métis (Alberta)
PDG,
Imagination Group Inc.



Michael Bonshor
Membre
Première Nation
Dzawad'enuuxw de
Kingcome Inlet
(Colombie-Britannique)
PDG,
Visions First Nations
Financial
Services/Ki'mola
Indigenous Capital



Bob Dickson
Membre
Première Nation de Lac Seul
PDG
d'entreprises appartenant à
la Première Nation
Attawapiskat



Maxime Vollant
Membre
Première Nation innue
de Pessamit (Québec)
Responsable des
relations autochtones,
Rio Tinto-IOC



Danielle Levine
Membre
Métis (Colombie-
Britannique)
Entrepreneure et
propriétaire de Danielle-
Levine Consulting



MEMBRES DU CNDÉA



Sandra Sutter
Membre
Métis (Alberta)
Artiste indépendante et
cinéaste, ICD.



Andy Moorhouse
Membre
Inuit (Québec)
Vice-président du
développement
économique,
Société Makivik



Dana Soonias
Membre
Première Nation de Red
Pheasant (Saskatchewan)
Directeur du
développement
économique et des
services de formation à
l'emploi, Conseil tribal de
Saskatoon



Hilda Broomfield Letemplier
Membre
Happy Valley Goose Bay
(Terre-Neuve)
Présidente et dirigeante
principale des finances,
Pressure Pipe
Steel Fabrication Ltd.



Ruth Williams, Ph. D.
Membre
Première Nation High Bar
(Colombie-Britannique)
Conseillère auprès des
entreprises et
gestionnaire de projet,
Pathways to Technology
Project, avec All Nations
Trust Company



Crystal Martin
Membre
Inuit (Nunavut)
PDG
Okpik Consulting et
cofondatrice d'Indigenous
Geographic

